

DÉFILÉ DU 1^{er} MAI

De nombreux sujets qui fâchent

Ils étaient près de 500 à défiler, hier, dans les rues troyennes à l'appel de plusieurs syndicats. Avec de nombreuses revendications en tête.

LE FAIT DU JOUR



SOCIAL

Un 1^{er} Mai revendicatif et unitaire

Pour la première fois depuis des années, la quasi-totalité des syndicats se sont retrouvés pour défiler dans les rues troyennes pour le 1^{er} Mai. Un tel événement méritait bien de porter un toast !

Ils étaient près de 500, hier, à défiler pour le 1^{er} Mai. Pas vraiment la foule des grands soirs mais pas de quoi rougir non plus pour un appel intersyndical qui ne s'était pas vu depuis longtemps dans l'Aube.

On pourrait dire que c'est un 1^{er} Mai mi-figue, mi-raisin. Malgré l'appel de cinq syndicats locaux (CGT, CFDT, UNSA, CFTC et FSU), ils n'étaient « que » 500 manifestants – dont une cinquantaine de Gilets jaunes – dans les rues de Troyes pour un 1^{er} Mai placé sous le signe de la revendication. Pas de quoi rougir non plus pour un rassemblement qui a vu les syndicats s'unir autour de cinq thèmes communs présentés lors de leur prise de parole unitaire à la fin du défilé, place de la

Bourse du travail à Troyes.

1 DÉFENDRE LA FONCTION PUBLIQUE

Avant d'entamer son intervention sur la fonction publique, Daniel Puigmal pour l'UNSA a tenu à rappeler la signification du 1^{er} Mai pour lequel dès 1890 « les manifestants ont pris l'habitude de défiler » avant que ne soit instauré le jour férié chômé et payé, le 30 avril 1947. « La fête internationale telle qu'elle est célébrée de nos jours tire son origine des

combats du mouvement ouvrier pour obtenir la journée de huit heures. »

Il a ensuite développé son intervention sur le thème de la fonction publique en dénonçant un gouvernement qui cherche à la « privatiser » notamment en externalisant les services avec mutation d'office des agents et instauration de la rupture conventionnelle (sans les garanties et protections des salariés du privé). « La volonté du gouvernement est de faciliter l'iniquité et l'isolement dans

LE FAIT DU JOUR

la gestion des carrières », a encore fustigé le responsable syndical pour qui l'affaiblissement du statut de la fonction publique est « inacceptable ».

2 PLUS DE POUVOIR D'ACHAT

La CGT, représentée par Pedro Gabriel, a ensuite pris la parole sur la question du pouvoir d'achat. Une question « qui est sur les lèvres de la majorité d'entre nous. »

Une question qui focalise l'attention des médias et du gouvernement et où chacun y va de sa solution (suppression des cotisations salariales, suppression de la taxe d'habitation, chèque énergie, etc.) « les unes comme les autres étant de mauvais choix », a rappelé le responsable syndical pour qui la solution reste « l'augmentation des salaires », pourtant rarement mise en avant.

« Aujourd'hui, 9 millions de personnes vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté, mais la France est dans le top 3 du versement des dividendes aux actionnaires. Il est urgent de redistribuer les richesses créées par le travail des salariés. »

3 MEILLEURE DÉFENSE DES SALARIÉS ET MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Rémi Bardeau qui a pris la suite au nom de la CFDT a d'abord posé la question qui fâche – pourrait-on dire : « Les travailleurs ont-ils besoin de nous ? Si vous êtes ici, vous êtes sans doute convaincus du rôle essentiel des syndicats. Mais tous les salariés et agents n'ont pas une vision claire des combats que nous menons », a d'emblée annoncé le responsable syndical. Il a toutefois insisté sur un constat sans appel : dans les

entreprises où les syndicats sont représentés et en nombre suffisant, « l'écart de salaire entre l'ouvrier et le dirigeant est moins important, le Code du travail est mieux respecté et la réglementation s'applique, les accidents du travail sont moins nombreux, etc. »

Il n'a pas manqué également de tacler la mise en place du CSE, prévu par les ordonnances Macron, qui va entraîner « une diminution considérable des moyens ».

Il s'est également inquiété des conditions de travail et de la qualité de vie au travail qui nécessite un réel dialogue entre managers et représentants du personnel. « Nous voulons un travail qui permet de vivre dignement avec un salaire qui offre du pouvoir d'achat. Mais nous avons impérativement besoin d'un travail qui n'utilise pas les corps prématurément et qui permet d'arriver à la retraite en bonne santé physique et mentale. »

4 LUTTER CONTRE LES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

Une transition plus que parfaite pour la prise de parole de Jean-Michel Lucquin de la CFTC sur les risques psychosociaux (RPS). Une notion « devenue courante dans le monde du travail » et contre laquelle il s'avère « difficile de mettre en place des actions concrètes pour les prévenir ». Stress, burn out, dépression grave, consommation de médicaments, suicide sont devenus des symptômes très inquiétants, souligne le responsable syndical qui rappelle que le coût social du stress au travail peut monter jusqu'à 3 milliards d'euros. « Ce serait mieux en augmentation de salaire, non ? »

Il a également rappelé que 400 suicides

par an sont liés au travail. « Tous les matins, tous les jours, un salarié se suicide en France à cause du travail. Et quelle mesure Muriel Pénicaud prend-elle contre ce fléau ? », a interrogé Jean-Michel Lucquin avant de laisser chacun « juger de la situation ».

5 DES ÉCONOMIES QUI FINISSENT PAR COÛTER CHER

Chargé de la conclusion de ce rassemblement intersyndical, Francis Gamon pour la FSU a d'emblée tapé dans le dur dénonçant « de puissants lobbies [qui] veulent nous persuader qu'il est urgent de faire des économies, d'équilibrer les comptes, d'instaurer plus de concurrence, plus de compétition ».

Il a ensuite appelé chacun à s'interroger sur les conséquences de cet équilibre forcé des comptes : « Faut-il pour cela que les élèves soient entassés dans des classes où il est impossible de prendre leur spécificité en compte, faut-il pour cela que dans certains Ehpad, les résidents n'aient que 5 € par jour pour manger, faut-il attendre six heures dans un service d'urgence avant d'être pris en charge ? »

Si le 1^{er} Mai est un « symbole des protections et des solidarités transmises par les générations précédentes », le responsable de la FSU a appelé les manifestants à soutenir le mouvement du 9 mai pour la défense de la fonction publique et incité les citoyens à voter le 26 mai « pour demander une Europe plus sociale ». ■

Un article de Stéphanie MUNIER
publié dans *Libération Champagne*
n° 25661 jeudi 2 mai 2019